Réaction de L’Union juive française pour la paix, suite aux propos de Macron affirmant que « l’antisionisme est l’ennemi de la République »

[Source : oumma.com]

Le 19 mars 2012, Mohammed Merah a commis l’irréparable. De sang-froid, il a abattu un homme et trois enfants, parce que Juifs. Trois militaires ont également perdu la vie sous la main du terroriste.

Ces actes barbares, nous les avons condamnés et nous continuons à les condamner. 10 ans plus tard, à l’occasion de l’hommage officiel rendu aux victimes, Emmanuel Macron a cru bon d’inviter son homologue israélien Isaac Herzog à l’école Ozar Hatorah, lieu de la tuerie antisémite.

La commémoration a pris, cette année, une tournure particulièrement politique et l’invitation du président d’Israël comme « porte-parole légitime des juifs du monde entier » constitue une assimilation des Français juifs à l’État d’Israël, ce qui ne peut qu’augmenter l’antisémitisme en France.

Déjà, au dîner du CRIF, le 24 février dernier, le Premier ministre Jean Castex, représentant officiellement Macron, a déclaré que la position de la France tend désormais à reconnaître Jérusalem comme « capitale éternelle du peuple juif », en contradiction avec sa position officielle qui ne reconnait pas Jérusalem comme capitale de l’État d’Israël, au mépris du droit international et en balayant ainsi d’un revers de main les revendications palestiniennes sur la partie orientale de la ville.

À Toulouse, ce dimanche, Emmanuel Macron en a profité pour radicaliser son offensive contre la solidarité avec la Palestine d’une part, en rappelant que le gouvernement avait fait dissoudre, le 9 mars dernier, le collectif toulousain Palestine Vaincra qu’il a honteusement traité d’antisémite, et d’autre part contre les Juifs critiquant la politique israélienne, en entretenant savamment la confusion entre antisionisme et antisémitisme.

Dès 2017, s’inscrivant dans les pas de Manuel Valls, il surprenait en déclarant que l’antisionisme était « la forme réinventée de l’antisémitisme ». Aujourd’hui, il déclare tout de go et sans sourciller que « l’antisémitisme et l’antisionisme [sont] des ennemis de la République ».

Ces propos sont une véritable déclaration de guerre contre les militants antiracistes et les soutiens de la Palestine. Ce faisant, Macron érige une opinion politique enracinée dans les luttes pour l'égalité – l'antisionisme – au rang de menace existentielle pour le pays, et il le fait le jour même de la commémoration des victimes d'un attentat antisémite.

Non, l'antisionisme, et plus largement la solidarité avec la Palestine, n'entre pas en contradiction avec les valeurs de la République qui incluent, selon nous :

LIBERTÉ pour les Palestiniens ; que justice leur soit rendue afin qu'ils puissent vivre en paix ;

ÉGALITÉ des droits pour tous, ici et là-bas entre Méditerranée et Jourdain ;

FRATERNITÉ avec tous les peuples opprimés, en particulier le peuple palestinien.

C'est au contraire le soutien indéfectible aux violations des droits les plus fondamentaux des Palestiniens et du droit international, commises par le régime israélien qui trahit ces valeurs.

Nous sommes scandalisés par les propos d'Emmanuel Macron qui dénaturent et affaiblissent la lutte contre l'antisémitisme en renforçant les amalgames entre Juifs et sionistes.

L'UJFP, association juive antisioniste qui a participé le 19 mars comme l'an passé à la commémoration de la tuerie[1], organisée par les syndicats, les associations, les groupes politiques qui refusent l'instrumentalisation de ce drame par le CRIF et consorts, continuera à combattre ces amalgames et à mener sa lutte pour l'égalité des droits en Palestine et contre l'apartheid israélien.

La Coordination nationale de l'UJFP,
le 22 mars 2022